



*Département de l'Hérault*

**MONTAIGUT SUR SAVE**  
**« LA CLAIRIERE D'ALET »**  
**LOT N°4 : AMENAGEMENTS PAYSAGERS**

**A.E.**

**Acte d'Engagement**



**MAITRE D'OUVRAGE**

75 Z.I. Les portes Domitiennes  
BP 30020  
34 741 VENDARGUES CEDEX  
Tél : 04 67 79 84 83



**MAITRE D'ŒUVRE VRD**

1289 Route de Pyrénées  
31330 GRENADE  
Tél : 05 63 66 44 22  
Email : [grenade@urbactis.eu](mailto:grenade@urbactis.eu)

## **Partie 1 : DEFINITION DU PROJET**

### **1.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Le présent marché concerne le **lot N°4 : AMENAGEMENTS PAYSAGERS** des travaux d'aménagement du **lotissement La Clairière d'Alet** situé sur la commune **de Montaigut sur Save** (31) comprenant 8 lots.

Ce projet est autorisé par arrêté du Maire en date du 30/06/2022

L'ensemble des travaux sera conforme aux pièces écrites et graphiques jointes au dossier commun.

### **1.2. ADRESSE DES TRAVAUX :**

368 chemin de Notre Dame d'Alet à Montaigut sur Save

### **1.3. CONDITIONS PARTICULIERES :**

#### **1.3.1. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

Conformes au C.C.A.G travaux et au CCAP de l'opération.

#### **1.3.2. DISPOSITIONS TECHNIQUES**

Conformes aux C.C.T.G.

Conformes au C.C.T.P.

Conformes aux prescriptions ENEDIS et ORANGE.

Conformes aux règles de l'Art et de la Profession, visant les travaux objet du présent marché.

Dans le strict respect des DTU concernés, des normes NF et des normes C14-100 et C15-100 concernant les installations électriques, et des fascicules du CCTG.

Dans le strict respect des observations et préconisations de l'organisme de contrôle agréé, visant :

- Les dispositions constructives
- Les travaux sur les ouvrages existants
- La conformité de la réglementation en vigueur

Permettant une réception sans réserve des travaux du présent lot.

Dans le strict respect des préconisations du Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé agréé, dans le cadre de l'exécution du chantier.

### 1.3.3. ANNEXES A L'AE.

- Programme des travaux
- Plan de composition ;
- Plan d'implantation ;

### 1.3.4. SECURITE DU CHANTIER

L'Entreprise titulaire du présent lot est tenue de respecter rigoureusement toutes les obligations en matière de protection de la santé, de sécurité et d'environnement. Elle est responsable de la sécurité de son personnel et des tiers, notamment au cas où elle porterait atteinte, de quelque façon que ce soit, à la sécurité de tout intervenant sur le chantier.

Elle s'engage notamment à respecter :

- La législation en vigueur ;
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- La remise au coordonnateur de sécurité, conformément aux dispositions de la Loi N° 93-1418 du 31/12/93 et ses décrets d'application, de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, avant toute exécution de ses prestations sur le chantier ;
- Tous personnel présent sur chantier devra faire l'objet d'un accueil précisant les règles de sécurité ainsi que les spécificités du chantier, les accueils chantier seront consignés et consultables sur chantier ;
- Les dispositifs mis en place par les autres entrepreneurs, et à remettre en place les dispositifs existants déplacés, modifiés ou supprimés par lui pour les besoins de son exécution ;

### 1.3.5. QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE

L'Entreprise titulaire du présent lot certifie être en possession des qualifications professionnelles requises pour la réalisation des ouvrages dont il s'agit.

Elle est tenue de joindre les attestations et qualifications professionnelles, en cours de validité, au présent marché.

### 1.3.6. ASSURANCES DE L'ENTREPRISE

L'Entreprise titulaire du présent lot certifie être titulaire des assurances couvrant la responsabilité civile et professionnelle pour des travaux au moins équivalents à ceux du présent marché.

Elle est tenue de joindre les attestations d'assurances ci-dessus au présent marché. Ces attestations devront émaner des différentes compagnies d'assurance concernées.

A ce titre, elle communique au Maître de l'Ouvrage, pour l'ensemble des risques à assurer, un original comportant les mentions suivantes :

- Qualification professionnelle ou activités couvertes par la police,
- Détail et montant des garanties de la police,

et de plus, pour l'assurance décennale :

- La notion de déclaration d'Ouverture de Chantier comme critère d'application de la garantie (ou les coordonnées spécifiques du chantier).

**La production des attestations précitées conditionne la validité du présent marché.**

### **1.3.7. LEGISLATION SOCIALE**

L'Entreprise titulaire du présent lot déclare être à jour de l'ensemble de ses cotisations, et certifie être en mesure de produire la preuve sur simple demande du Maître d'Ouvrage.

Il est rappelé que le **travail clandestin est formellement interdit**, aussi bien pour l'Entreprise, titulaire du marché, que pour l'ensemble des sous-traitants qui interviendraient pour son compte, et dont elle assure l'entière responsabilité.

L'entreprise devra nous fournir obligatoirement une attestation sur l'honneur.

## **Partie 2 : PARTIES CONTRACTANTES**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

### **MAITRE D'OUVRAGE**



75 Z.I. Les portes Domitiennes

BP 30020

34 741 VENDARGUES CEDEX

Tél : 04 67 79 84 83

**Représenté par Monsieur Laurent BONNASSIE**

**ET :**

### **ENTREPRISE TITULAIRE DU MARCHE**

**JOIGNEAUX  
PAYSAGISTES**

5 Chemin des Moles

ZAC La Bruyère – 31120 PINSAGUEL

Tél : 05 62 23 89 68

Forme juridique : SAS

SIRET : 533829335800023

APE : 8130Z

Représentée par : M Bernard JOIGNEAUX

## **Partie 3 : INTERVENANTS**

### **3.1 MAITRE D'OEUVRE D'EXECUTION**



#### **MAITRE D'ŒUVRE VRD**

1289 Route de Pyrénées

31330 GRENADE

Tél : 05 63 66 44 22

Email : [grenade@urbactis.eu](mailto:grenade@urbactis.eu)

### **3.2 ORGANISME DE CONTROLE AGREE COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

#### **C. SPS FERRANDO - MATEILLE**

17 Rue Ratacas – ZI Plaisance

11100 NARBONNE

Tél : 04 68 32 47 82

Email : [ferrandomateille@cspslr.fr](mailto:ferrandomateille@cspslr.fr)

## **Partie 4 : ELEMENTS DU MARCHE**

### **4.1 PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE**

**Marché à prix global, net et forfaitaire, non révisable, non actualisable.**

L'Entreprise titulaire du présent lot est tenue d'avoir vérifié ses propres métrés remis dans le cadre de la consultation. Elle fera son affaire de toutes erreurs ou omission du quantitatif ; aucune plus-value liée à des erreurs de quantité ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Elle ne pourra se prévaloir de travaux supplémentaires s'il s'agit de prestations décrites dans les plans ou le CCTP du présent marché.

### **4.2 PIECES CONTRACTUELLES GENERALES**

- Norme FNP03-001 ;
- Les normes et les Documents Techniques Unifiés (DTU) en vigueur à la date de signature du présent contrat ;
- Fascicules CCTG relatifs aux travaux engagés ;

### **4.3 PIECES CONTRACTUELLES PARTICULIERES**

Par dérogation à la norme NF P 03 001 de décembre 2000, les documents contractuels annexés au présent marché, que l'entreprise titulaire du présent marché s'engage à respecter, sont les suivant et prévalent l'un sur l'autre dans l'ordre énuméré ci-dessous :

- 1- Le présent Acte d'Engagement (AE)
- 2- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- 3- Les plans définissant les travaux à exécuter
- 4- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- 5- Le calendrier ou planning général des travaux
- 6- L'ensemble des normes affectant l'activité de l'entreprise
- 7- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

## Partie 5 : PRIX

### 5.1 PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

**Le prix est ferme, global forfaitaire non révisable et non actualisable.**

Les montants détaillés ci-dessous incluent l'ensemble des frais divers mentionnés dans le CCAP, et notamment tous les frais relatifs aux essais, plans d'assurance qualité, autocontrôles et contrôles techniques, à effectuer par l'application de la législation en vigueur et notamment de la loi 78-12 du 04/01/1978.

#### **LOT 4 – AMENAGEMENTS PAYSAGERS**

|                                     |                   |
|-------------------------------------|-------------------|
| <b>MONTANT MARCHE BASE HT .....</b> | <b>7 230.00 €</b> |
| <b>TVA 20 %.....</b>                | <b>1 446.00 €</b> |
|                                     | <hr/>             |
| <b>MONTANT TTC .....</b>            | <b>8 676.00€</b>  |

**Soit en toutes lettres TTC :** *Huit mille six cent soixante seize Euros*

### 5.2 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entreprise titulaire du présent marché s'engage à effectuer la totalité de ses travaux dans un délai global de **3 mois (dont 15 jours de préparation)** à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

La date prévisionnelle de démarrage de travaux est fixée le **21 Novembre 2022** pour une livraison des travaux le **Vendredi 31 Mars 2023**.

Ces délais partiels seront définis par OS ultérieurement à la signature du présent marché de travaux.

### 5.3 PENALITES DE RETARD

Si les travaux ne sont pas effectués et terminés dans les délais prévus, l'Entreprise titulaire du présent lot se verra appliquer les pénalités de retard conformément au C.C.A.P.

Il est ici rappelé que les pénalités de retard seront appliquées pour chaque phase de chantier, et pour chaque délai partiel.

### 5.4 FACTURES - SITUATIONS

Les situations mensuelles devront être présentées conformément au modèle délivré par le Maître d'Œuvre.

Les factures et situations mensuelles devront avoir l'adresse de facturation suivante :

**SAS HECTARE**  
**75 Z.I. Les portes Domitiennes**  
**BP 30020**  
**34 741 VENDARGUES CEDEX**

Elles devront arriver chez le Maître d'œuvre **au plus tard le 25 du mois** qui les transmettra **au Maître d'ouvrage le 30 du mois** sans quoi elles seraient remises au mois M+1.

Le Maître d'œuvre transmettra les situations mensuelles validées par voie électronique à ces adresses électroniques (Email) :

➤ **comptabilite@hectare.fr**

Les situations mensuelles devront indiquer le rappel des avancements précédents, ainsi que des travaux en plus ou en moins.

Les **travaux supplémentaires** devront faire l'objet d'un suivi tout particulier consignés dans un tableau de travaux en plus et en moins ; **les travaux supplémentaires devront toujours être validés par le maître d'ouvrage avant réalisation.**

Toute situation non conforme au présent sera retournée à l'entreprise pour régularisation.

Le Maître d'œuvre, le pilote, et le maître d'ouvrage se réservent le droit de rectifier les situations. Le montant réglé sera alors le montant rectifié. Dans cette hypothèse, l'entreprise devra renvoyer au Maître d'Œuvre, une nouvelle situation tenant compte de ces rectifications afin que les pièces comptables soient en harmonie avec le règlement effectué.

**Dans le cas contraire, la situation suivante se verrait bloquée jusqu'à totale régularisation de la situation précédente.**

## 5.5 MODE DE REGLEMENT

Les situations seront payées par chèque ou virement bancaire à 60 jours à compter de la date d'émission de la facture si nous recevons la facture dans les délais précités dans l'article 5.4.

Les règlements aux entreprises seront effectués sous la forme ci-après :

- 5% sous forme de retenue de garantie.
- Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution bancaire conformément au chapitre 3 du CCAP.

**Fait en trois exemplaires.**

FAIT à Toulouse, le 25 Novembre 2022

L'ENTREPRISE

Le 25/11/2022,

*Bernard Joigneaux*

Signé électroniquement par Bernard Joigneaux.  
✓ Signé et certifié par **yousign**

LE MAITRE D'OUVRAGE

**HECTARE**  
URBANISME DURABLE

Le 28/11/2022.

*Laurent BONNASSIE*

Signé électroniquement par Laurent BONNASSIE.  
✓ Signé et certifié par **yousign**

**DATE D'EFFET DU MARCHE**

A compter de la réception de l'ordre de service

**DEVIS n° 2022/511**

PINSAGUEL, le 16 novembre 2022

---

**LOTISSEMENT LA CLAIRIERE D'ALET  
LOT 4 AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS**

---

**HECTARE**

**Adresse Client :**

RN 113 - 75, ZI Les Portes Domitiennees  
CS 30020  
34741 VENDARGUES Cedex

**Adresse Chantier**

Chemin Notre Dame d'Alet  
31530 MONTAIGUT SUR SAVE

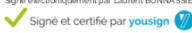
| N°       | Désignation                                                                                                                                               | U  | Qté    | Prix unit. | Total HT        | TVA |
|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|--------|------------|-----------------|-----|
| <b>1</b> | <b><u>AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS</u></b>                                                                                                               |    |        |            |                 |     |
| 1.1      | Préparation et mise en œuvre d'un engazonnement de type rustique sur les espaces verts autour des arbres existants y compris première tonte               | M² | 430,00 | 3,00       | 1 290,00        | 20  |
| 1.2      | Plantation d'une haie en 60/80 de haut à l'arrière des clôtures, espèces variées et locales, y compris bâche de protection et paillage en copeaux de bois | MI | 90,00  | 30,00      | 2 700,00        | 20  |
|          | <b>Total HT AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS</b>                                                                                                             |    |        |            | <b>3 990,00</b> |     |
| <b>2</b> | <b><u>CLOTURE</u></b>                                                                                                                                     |    |        |            |                 |     |
| 2.1      | Fourniture et pose d'une clôture en grillage à mouton galvanisé, hauteur 1,5m, avec piquets en châtaignier traité                                         | MI | 180,00 | 18,00      | 3 240,00        | 20  |
|          | <b>Total HT CLOTURE</b>                                                                                                                                   |    |        |            | <b>3 240,00</b> |     |

Validité de l'offre : 2 mois

|                          |                   |
|--------------------------|-------------------|
| <b>Total HT</b>          | 7 230,00 €        |
| <b>Total TVA 20,00 %</b> | 1 446,00 €        |
| <b>Net à Payer</b>       | <b>8 676,00 €</b> |

**Modalités**  Situation en cours de travaux,  
 Solde 30 jours date de facture

L'entreprise souscrit à un contrat de police décennale auprès de la compagnie Allianz, 9 bd Edouard Lachaud, 19100 BRIVE LA GAILLARDE - n°54610611

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>LE CLIENT</b> Signature précédée de la mention :<br>"Je soussigné(é) M./Mme . . . . ., agissant ès qualité de . . . . ., reconnais par la signature des présentes, avoir lu et accepté purement et simplement le présent devis, ainsi que les conditions générales de ventes figurant au verso, lesquelles contiennent notamment une clause de réserve de propriété et une clause attributive de juridiction."<br><br><br><small>Signé électroniquement par Laurent BONNASSIE<br/>  Signé et certifié par you sign</small><br>Fait à . . . . . le . . . . / . . . . / . . . . | <b>L'ENTREPRISE</b><br><br>Le 25/11/2022.<br><br><small>Signé électroniquement par Bernard Joigneaux.<br/>  Signé et certifié par you sign</small> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **Article 1 – Champ d’application**

**1.1** Les présentes CGV (ci-après « **CGV** ») régissent toutes les commandes passées auprès de la société JOIGNEAUX PAYSAGISTE (ci-après désignée le « **PRESTATAIRE** »).

**1.2** Toute passation de commande auprès du PRESTATAIRE suppose la prise de connaissance des présentes CGV et emporte l’adhésion sans réserve du Client auxdites CGV, lesquelles prévalent sur tout autre document du Client et notamment, sur toutes conditions générales d’achat, sauf accord préalable et écrit du PRESTATAIRE. Toutes clauses contraires figurant sur les commandes ou correspondances du Client seront réputées nulles et non avenues. A l’exception des Devis (tels que définis ci-après), tout autre document que les présentes conditions générales et notamment, catalogues, prospectus, publicités, mailings etc. n’a qu’une valeur informative, indicative et non contractuelle.

**1.3** Le PRESTATAIRE se réserve le droit de modifier les CGV à tout moment. Seules les CGV en vigueur lors de la signature du Devis sont applicables.

**1.4** Le fait que le PRESTATAIRE ne se prévale pas, à un moment donné, de l’une quelconque des dispositions contenues dans les présentes CGV, ne peut être interprété comme valant renonciation à s’en prévaloir ultérieurement.

**1.5** Dans l’intégralité des présentes, le Consommateur sera entendu comme un Client n’agissant pas en qualité de professionnel.

## **Article 2 – Commande**

**2.1** Après réception de la demande du Client et réalisation le cas échéant de pré-études, le PRESTATAIRE soumet au Client une offre (ci-après le « **Devis** ») dont l’acceptation formalise la commande du Client (ci-après la « **Commande** »). Les modalités figurant sur le Devis prévaudront sur les CGV en tant que conditions particulières. La prestation du PRESTATAIRE ne comprend que ce qui est cité dans le Devis. Toute demande de travaux supplémentaires devra faire l’objet d’un Devis complémentaire préalable et seront facturés sur la base de celui-ci. Sauf disposition contraire, les Devis ont une durée de validité d’un (1) mois.

**2.2** La Commande n’entrera en vigueur qu’à compter de la réception par le PRESTATAIRE du Devis dûment signé par le Client et accompagné, le cas échéant, de l’acompte mentionné. A défaut, la Commande sera caduque sans que le Client ne puisse réclamer d’indemnité quelconque.

**2.3** Le PRESTATAIRE se réserve le droit de refuser une Commande d’un Client avec lequel il existerait ou aurait existé un litige notamment quant au paiement d’une Commande antérieure.

**2.4** Les Commandes entrées en vigueur sont irrévocables pour le Client, sauf acceptation écrite du PRESTATAIRE. Par conséquent, en cas d’annulation de la Commande par le Client après son entrée en vigueur, tout acompte versé à la Commande sera de plein droit acquis au PRESTATAIRE et ne pourra donner lieu à un quelconque remboursement.

## **Article 3 – Modalités d’exécution de la Commande**

**3.1** Le PRESTATAIRE s’engage à apporter tout le soin et la diligence nécessaire à la mise en œuvre d’un service d’une qualité conforme aux usages de la profession. A ce titre, le PRESTATAIRE est tenu d’une obligation de moyen et non de résultat, sauf lorsque cela est prévu par une disposition légale impérative.

**3.2** Remise des plans : Avant exécution des travaux, le Client s’engage à remettre au PRESTATAIRE les plans des réseaux et des ouvrages enterrés. Pour tout dégât causé aux dits réseaux ou ouvrages non ou mal signalés par le Client, la responsabilité du PRESTATAIRE ne pourra en aucun cas être engagée.

**3.3** Le Client s’engage à permettre au PRESTATAIRE d’accéder aux lieux dans lesquels les prestations commandées doivent être réalisées, propres et sans souillures, et à respecter le personnel exécutant les prestations. A défaut d’accès, le PRESTATAIRE ne pourra être tenu responsable d’un défaut d’exécution des prestations, et leur prix restera intégralement dû.

**3.4** Le PRESTATAIRE s’engage à faire ses meilleurs efforts pour fournir les prestations commandées dans le délai mentionné sur le Devis. Le PRESTATAIRE informera sans délai le Client de toute difficulté rencontrée dans le cadre de l’exécution de sa prestation et des éventuels retards susceptibles d’en résulter.

**3.5** Les délais d’exécution mentionnés sur le Devis sont purement indicatifs et ne constituent pas des délais impératifs. Par conséquent, tout retard éventuel ne pourra donner lieu à aucune indemnité, ni aucune retenue, ni être invoqué pour justifier une annulation de Commande.

## **Article 4 – Date limite d’exécution (clause applicable uniquement au seul Consommateur)**

Conformément aux dispositions légales, en cas de dépassement de la date limite d’exécution de la prestation ou passé un délai de 30 jours à compter de la Commande si le Devis ne mentionne pas de délai d’exécution, le Client peut résilier la Commande après avoir mis le PRESTATAIRE en demeure de s’exécuter dans un délai supplémentaire raisonnable par lettre recommandée avec avis de réception ou par écrit sur support durable. A défaut d’exécution dans ce nouveau délai, la Commande sera résolue à réception par le PRESTATAIRE, suivant les mêmes modalités, d’un écrit l’informant de la décision du Client de se prévaloir de la résolution, à moins que le PRESTATAIRE ne se soit exécuté entre temps.

## **Article 5 – Conformité – Réception des travaux - Garantie**

**5.1** A défaut de stipulation contraire dans le Devis, la prise de possession par le Client des travaux et/ou des produits vaut réception. En l’absence de procès-verbal de réception, les travaux et/ou produits sont réputés conformes à la Commande, à défaut de réserves formulées par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de DIX (10) jours après la réception pour les travaux et TROIS (3) jours après la livraison pour les produits. En présence d’un procès-verbal de réception, les travaux et/ou produits sont réputés être conformes à la Commande, à défaut de réserve formulée sur ce document. En toutes hypothèses, il appartiendra au Client de fournir tout justificatif quant à la réalité des défauts de conformité invoqués dans ses réserves.

**5.2** Dans le cas où ces réserves seraient acceptées par le PRESTATAIRE, ce dernier rectifiera alors, dans les plus brefs délais et à ses frais, les travaux fournis.

**5.3** Toute réclamation émise par le Client selon les modalités décrites par le présent article ne suspend pas le paiement des prestations concernées.

**5.4** Le PRESTATAIRE n’est pas débiteur à l’égard des Clients professionnels de la garantie légale des vices cachés.

**5.6** La seule garantie accordée aux produits fournis par le PRESTATAIRE est strictement limitée à celle accordée par leur fabricant. A ce titre, le Client déclare avoir pris connaissance des conditions de garantie du fabricant. En aucun cas le PRESTATAIRE ne pourra être tenu pour responsable pour quelle que raison que ce soit d’une défaillance quelconque d’un des produits qu’il aurait fournis dans le cadre de la réalisation des travaux commandés.

**5.7** Toute dégradation de matériel installé par le Prestataire sur site du Client sera à la charge de celui-ci, sur présentation d’un devis complémentaire.

## **Article 6 – Prix**

**6.1** Les tarifs mentionnés sur le Devis sont exprimés en Euros et s’entendent hors taxes. La facturation du PRESTATAIRE sera majorée de la TVA au taux légal en vigueur au moment de la facturation, s’il y a lieu. Toute nouvelle taxe qui serait imposée entre le moment de la Commande et celui de l’encaissement sera à charge du Client.

**6.2** Le PRESTATAIRE se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment, étant toutefois entendu que le prix figurant au Devis sera le seul applicable au Client.

**6.3** En cas de Commande de prestations à exécution successive ou de différé de démarrage de travaux, le prix sera révisé (i), pour les travaux de création, en fonction de l’évolution de l’index divers de la construction EV3 entre celui connu à la date du Devis et celui connu au jour de réalisation des Prestations, et (ii) pour les travaux d’entretien, en fonction de l’évolution de l’index divers de la construction EV4 entre celui connu à la date du Devis et le dernier index connu à chaque date anniversaire de la Commande.

## **Article 7 – Modalités de paiement**

**7.1** Lors de la passation de Commande, le Client doit procéder au versement de l’acompte qui sera stipulé au Devis. Les factures seront adressées au Client au plus tard lors de la réception des travaux et/ou produits. Chaque facture devra être réglée dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de leur émission, sauf modalités particulières prévues dans le Devis. Tout acompte versé viendra en déduction du prix net à payer. Le paiement anticipé n’entraîne ni ristourne, ni remise.

**7.2** Le paiement s’effectue par chèque, carte bancaire, espèces ou virement, sauf disposition contraire du Devis. Toutefois, les paiements excédant 1.000 € ne pourront être effectués que par chèque, virement ou carte bancaire (Art. L.112-6 du Code Monétaire et Financier).

**7.3** Le PRESTATAIRE peut suspendre l’exécution d’une Commande ou toute prestation à réaliser au profit du Client, si le Client est insolvable ou si une ou plusieurs de ses factures restent impayées, sans qu’il ne soit besoin d’une mise en demeure préalable. Tout retard de paiement ou d’encaissement de tout ou partie du prix, entraînera l’exigibilité immédiate de toutes les sommes restant dues par le Client, même non échues, et donnera lieu au paiement par le Client de pénalités de retard dont le taux est fixé à trois fois le taux d’intérêt légal. En application de l’article L.441-6 du Code de commerce, ces pénalités sont exigibles de plein droit, dès réception de l’avis informant le Client que le PRESTATAIRE les a portées à son débit. Les sommes que le PRESTATAIRE recouvrera par voie contentieuse seront forfaitairement majorées de 15% à titre de dommages et intérêts, outre les frais judiciaires et intérêts légaux.

**7.4** La Commande du Client sera résiliée de plein droit, si une ou plusieurs des factures du PRESTATAIRE restent impayées, à l’expiration d’un délai de huit (8) jours suivant l’expédition d’une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception sans régularisation du paiement de la totalité des factures dues.

## **Article 8 – Droits de Propriété Intellectuelle**

Lorsque les travaux commandés nécessitent une étude préalable du PRESTATAIRE, ce dernier s’engage à fournir une création unique et à préserver la confidentialité des travaux effectués. De convention expresse, tous les plans, dessins, pré-études, études présentées au Client avant l’acceptation du Devis par ce dernier, restent la propriété du PRESTATAIRE et ne peuvent être utilisés par le Client à d’autres fins que celles expressément convenues, sous peine de voir sa responsabilité civile engagée.

## **Article 9 – Réserve de propriété**

**9.1** Le transfert de propriété des produits fournis par le PRESTATAIRE en exécution de la Commande est suspendu jusqu’au complet paiement du prix facturé, en principal et accessoires et ce, même en cas d’octroi de délais de paiement.

**9.2** La présente clause n’empêche pas que les risques de perte ou de détérioration des produits ainsi que de dommages qu’ils pourraient occasionner soient transférés au Client dès leur réception, lequel en est dès cet instant constitué dépositaire et gardien.

## **Article 10 – Responsabilité - Assurances**

**10.1** La responsabilité du PRESTATAIRE sera dérogée si des dysfonctionnements postérieurs à son intervention apparaissent notamment suite à des erreurs de manipulation, une utilisation non conforme aux précautions d’usage du Client ou une usure normale.

**10.2** Dans tous les cas où les travaux du PRESTATAIRE ne constituent pas des ouvrages au sens de l’article 1792 du Code civil, le Client convient expressément que, la responsabilité éventuelle du PRESTATAIRE à raison de l’exécution des prestations ou de la fourniture de produits sera limitée à un montant n’excédant pas la somme totale effectivement payée par le Client.

**10.2** Pour garantir les conséquences pécuniaires d’une éventuelle mise en cause de sa responsabilité au titre de l’article 1792 du Code civil, le PRESTATAIRE a souscrit une police d’assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle. Il transmettra au Client, sur sa demande, une attestation de ses assureurs, énumérant les garanties souscrites, leur montant et leur durée de validité. De convention expresse, ces conditions d’assurance constituent les conditions maximums pour lesquelles la responsabilité du PRESTATAIRE pourrait être recherchée et ce, peu important le type de dommage invoqué ou le montant de celui-ci. Le Client et ses assureurs renoncent expressément à tout recours contre le PRESTATAIRE et ses assureurs, au-delà de ces conditions.

## **Article 11 – Confidentialité - RGPD**

**11.1** Chacune des parties accepte de considérer comme strictement confidentiel les informations, documents, systèmes, plans, savoir-faire ou données quelconques appartenant à l’autre partie et divulgués pour les besoins des présentes. Par conséquent, chaque partie s’interdit toute divulgation d’informations confidentielles à un tiers sans l’accord écrit et préalable de la partie qui en est propriétaire.

**11.2** Le PRESTATAIRE s’engage à se conformer à la réglementation applicable en matière de protections des données personnelles communiquées par les Clients.

## **Article 12 – Résiliation - Force majeure**

Le PRESTATAIRE ne peut être tenu pour responsable des cas de force majeure et de leurs conséquences directes ou indirectes. Par événement de Force Majeure, on entendra tout fait empêchant l’exécution totale ou partielle de la Commande qui ne pourrait être surmonté malgré une diligence raisonnable de la part du PRESTATAIRE, tels que, sans que cette liste soit exhaustive : l’incendie, l’inondation, le bris de machines, les grèves, la guerre, les épidémies ou la rupture d’approvisionnement pour une cause non imputable au PRESTATAIRE.

## **Article 13 – Droit applicable - Attribution de juridiction**

**13.1** De convention expresse, le présent contrat est soumis au droit français.

**13.2** En cas de litige, le Client s’adressera par priorité au PRESTATAIRE, afin de rechercher une solution amiable.

**13.3** Dans tous les cas où la dérogation aux règles de compétence territoriale des juridictions est autorisée, il est convenu qu’à défaut de parvenir à un accord amiable dans un délai 30 jours, tout différend relatif à la validité, l’interprétation, l’exécution ou de la terminaison de la Commande conclue avec le PRESTATAIRE ou au paiement du prix, sera porté devant les juridictions de TOULOUSE (31).